

Commissaires aux Comptes Associés

**Ronan Brodin**  
*rbrodin@sgaec.com*  
**Florianne Guasch Giro**  
*fgiro@sgaec.com*  
**Olivier Guilhem**  
*oguilhem@sgaec.com*  
**Pierre Servat**  
*pservat@sgaec.com*

# LA RECYCLERIE

## RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31-12-2024

**Ce rapport contient 27 pages**



SOCIETE DE GESTION AUDIT

Commissaires aux Comptes Associés

Ronan Brodin  
rbrodin@sgaec.com  
Florianne Guasch Giro  
fgiro@sgaec.com  
Olivier Guilhem  
oguilhem@sgaec.com  
Pierre Servat  
pservat@sgaec.com

## ASSOCIATION LA RECYCLERIE

15 BLD D'ARCHIMEDE

66200 ELNE

---

### RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

*Exercice clos au 31 Décembre 2024*

\*\*\*\*\*

Aux adhérents de l'association,

#### **I. Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association LA RECYCLERIE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association LA RECYCLERIE à la fin de cet exercice.

S.G.A.

SOCIETE DE COMMISSAIRES AUX COMPTES

SIEGE SOCIAL : 16, RUE JOSEP PLA - 66100 PERPIGNAN - TELEPHONE : 04 68 50 26 04 - TELECOPIE : 04 68 50 15 26 EMAIL : CONTACT@SGAEC.COM  
SAS AU CAPITAL DE 156 560 EUROS R.C. PERPIGNAN 71 B 00023 SIRET : 714 200 235 00048 - N° TVA : FR 18714200235 - APE 6920Z

13

## **II. Fondement de l'opinion**

### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1 janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

## **III. Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **IV. Vérifications du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres de l'assemblée générale**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

## **V. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'association relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association LA RECYCLERIE à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## **VI. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;



- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

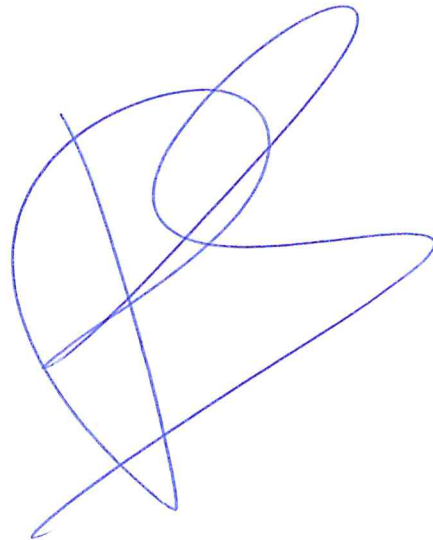
A Perpignan, le 25 juin 2025

Pour SGA

*Commissaire aux comptes*

Pierre SERVAT

*Commissaire aux comptes associé*

A handwritten signature in blue ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke at the bottom.

Actif		Au 31/12/2024			Au 31/12/2023
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires <sup>(1)</sup>	6 318	4 806	1 512	3 617
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	6 318	4 806	1 512	3 617
	Immobilisations corporelles				
	Terrains				
Actif circulant	Constructions	6 788		6 788	2 950
	Inst. techniques, mat.out.industriels	179 106	120 730	58 376	74 385
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	185 894	120 730	65 164	77 335
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
	Immobilisations financières <sup>(2)</sup>				
	Participations et créances rattachées	30		30	
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
Actif circulant	Autres	7 872		7 872	5 580
	TOTAL	7 902		7 902	5 580
	Total I	200 115	125 536	74 579	86 533
	Stocks et en cours				
	Créances <sup>(3)</sup>				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	48 090	4 000	44 090	45 643
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres	87 595		87 595	83 673
	TOTAL	135 686	4 000	131 686	129 317
	Divers				
Actif circulant	Valeurs mobilières de placement				
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	51 735		51 735	47 256
	Charges constatées d'avance <sup>(4)</sup>	6 913		6 913	2 691
	TOTAL II	194 334	4 000	190 334	179 264
	Frais d'émission des emprunts III				
	Primes de remboursement des emprunts IV				
	Ecart de conversion Actif V				
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)	394 450	129 536	264 914	265 798
	Renvois				
	(1) Dont droit au bail				
	(2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières				
	(3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)				

Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Fonds propres	<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	<b>Réserves</b>		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	40 000	25 000
	Report à nouveau	93 836	74 578
Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)		6 713	34 258
Situation nette (sous-total)		140 550	133 836
Fonds propres	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	27 424	38 965
	Provisions réglementées		
Total I		167 974	172 802
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
Total II			
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
Total III			
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit <sup>(1)</sup>	5 790	7 761
	Emprunts et dettes financières diverses <sup>(2)</sup>		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	18 634	31 176
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	72 514	50 378
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance		3 680
Total IV		96 939	92 996
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		264 914	265 798
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	370	268
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens	271 885	170 113
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	173 722	170 764
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	594 668	512 387
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	3 276	1 542
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	23 750	13 311
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	95	92
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I		1 067 769	868 478
Charges d'exploitation	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	171 036	176 235
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	24 224	4 498
	Salaires et traitements	763 565	561 454
	Charges sociales	85 185	72 653
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	20 231	24 281
	Dotations aux provisions	4 000	
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	47	
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II		1 068 290	839 122
1. Résultat d'exploitation (I-II)		-521	29 355

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	363	931
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	363	931
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	127	177
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV	127	177
2. Résultat financier (III-IV)		235	753
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		-285	30 109
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	3 20 546	188 4 463
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	20 550	4 652
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	13 550	503
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	13 550	503
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		6 999	4 148
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII			
Total des produits (I + III + V)		1 088 682	874 061
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		1 081 968	839 803
EXCÉDENT OU DÉFICIT		6 713	34 258
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total			

# Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos-le 31/12/2024

ASS La Recyclerie

# 1 **Objet social**

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

L'association a pour but de contribuer au développement durable par le réemploi de déchets et par la sensibilisation de la population aux impacts de notre mode de consommation sur l'environnement. L'association s'appuie sur un fonctionnement intégrant une démarche sociale et solidaire.

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

Ces objectifs sont au nombre de 3 :

## ENVIRONNEMENT :

- Participer à la réduction des déchets par la collecte, le tri, la valorisation et la revente des déchets encombrants ménagers et des déchets industriels banals.
- Sensibiliser à l'environnement et à notre mode de consommation, grâce à un centre de documentation, des ateliers, des animations et à tous les autres moyens nécessaires à la réalisation de cet objectif.
- Favoriser des comportements citoyens et respectueux de l'environnement, par exemple à travers la vente de produits écologiques.
- S'inscrire dans une démarche de gestion concertée et durable des déchets.

## SOCIAL :

- Participer à la réinsertion professionnelle et sociale de personnes en difficulté de parcours.
- Dynamiser un territoire rural.
- Promouvoir une vision globale de l'aménagement et de développement du territoire mettant en son centre l'écologie.
- Développer la citoyenneté, la coopération et la solidarité à l'échelle locale.

## ECONOMIE :

- Mettre en place une activité économique respectueuse de l'homme et de l'environnement.
- Participer à la vulgarisation de l'écodéveloppement et d'une économie axée sur la valorisation maximale des matières, de l'énergie et des déchets en général.
- Créer de l'emploi et de la richesse localement.
- Valoriser et redynamiser les savoir-faire traditionnels.

## **2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées**

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

- Tri de tous types de déchets (bois, métaux, tout venant) ;
- Revente de meubles toujours en état de fonctionnement.
- Revente de matériaux en containers auprès d'entreprise chargée de recycler.

Le périmètre des activités ou missions sociales listées ci-dessus peut être ainsi défini :

- Un chantier d'insertion (ACI)
- Une entreprise d'insertion (EI)



### 3 Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

- Investissements (nature/ montants réellement réalisés au cours de l'exercice) :
  - Installations générales (baie vitrée atelier cycles, bâches imprimées partenaires & sponsor / 4 378.53€)
  - Matériel et outillage (rampe accès conteneur ELNE / 768€)
  - Mobilier (vestiaires colonnes / 809.54€)
- Ressources humaines (recrutements de l'exercice en termes quantitatifs et qualitatifs ; évolution moyenne des rémunérations à effectif constant et évolution de la masse salariale totale) :
  - L'ETP a augmenté puisque le nombre d'heures travaillées est passé de 44 199 à 55 238 heures.
- Autres moyens/dépenses engagées
  - Formation : dépenses engagées à hauteur de 9 248 €
  - Frais de fonctionnement : dépenses engagées (énergie + frais généraux) : 147 426 €.

## 4 Principes et méthodes comptables

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 relatif au plan comptable général.

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes :

- La comptabilisation à l'actif des coûts de développement et des frais de création de sites internet conformément aux articles 212-3 et 612-1 ;
- La comptabilisation en charges des frais de constitution, de transformation et de premier établissement conformément à l'article 212-9 ;
- La comptabilisation à l'actif des droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition de l'actif conformément aux articles 213-8, 213-22, 221-1 et 222-1.

Les comptes annuels clos au 31 décembre 2024 sont arrêtés selon le principe de la continuité de l'exploitation, à condition que les ressources versées par nos différents financeurs (DRETTs, CD, FSE...) maintiennent leurs subventions sur l'exercice suivant.

## **5 Informations relatives à la fiscalité**

### **5.1 Informations relatives au régime fiscal**

L'association n'est pas fiscalisée pour plusieurs raisons :

- L'activité ACI est par essence exonérée du fait de sa nature.
- L'activité EI doit en principe être soumise à la réglementation commerciale mais elle a été exonérée avec l'obtention d'un rescrit fiscal en 2021. Elle n'est donc pas soumise à l'impôt société, ni assujettie à la TVA.

## 6 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

### 6.1 Actif immobilisé

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés

Les coûts significatifs de remplacement ou de renouvellement d'un composant ou d'un élément d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés comme l'acquisition d'un actif séparé et la valeur nette comptable du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Un composant séparé, qui n'a pas été identifié à l'origine, l'est ultérieurement si les conditions de comptabilisation prévues aux articles 212-1, 212-2 et 214-9 du règlement 2014-03 sont réunies, y compris pour les dépenses d'entretien faisant l'objet de programmes pluriannuels de gros entretien ou grandes révisions, si aucune provision pour gros entretien ou grande révision n'a été constatée. Si nécessaire, nous évaluons le coût du composant existant lors de l'acquisition ou de la construction du bien en utilisant le coût estimé des dépenses d'entretien faisant l'objet d'un programme pluriannuel de gros entretien ou grandes révisions, futur et identique. Dans tous les cas, la valeur nette du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 6.1.2.3.

Les éventuelles dépréciations sont constatées après identification d'un indice de perte de valeur fonction des indicateurs suivants :

- Externes : valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt et de rendement,

- Internes : obsolescence ou dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.

L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles. Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.

### 6.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	6 318	-	-	-	6 318
Immobilisations corporelles	Terrains	-	-	-	-	-
	Constructions	2 950	3 839	-	-	6 789
	Install. Tech., mat., outillage	61 752	2 001	-	1 233	62 519
	Install. générales, ag. Am. divers	43 134	540	-	-	43 674
	Matériel de transport	63 942	-	-	-	63 942
	Mat bur., informatique, mobilier	8 162	810	-	-	8 971
	Immo. Corp. En cours	-	-	-	-	-
	Avances et acomptes	-	-	-	-	-
	Total III	179 940	7 189	-	1 233	185 895
Immobilisations financières	Participations	-	31	-	-	31
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	-	-	-	-	-
	Prêts et autres immo. financières	5 580	2 292	-	-	7 872
	Total IV	5 580	2 323	-	-	7 903
Total général		191 838	9 512	-	1 233	200 116

### 6.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Immobilisations		Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	2 700	2 106	-	4 806
Amortissements corporelles	Terrains	-	-	-	-
	Constructions	-	-	-	-
	Install. Tech., mat., outillage	46 808	3 915	-	50 970
	Install. générales, ag. Am. divers	6 225	5 105	-	10 769
	Matériel de transport	47 374	6 451	-	53 824
	Mat bur., informatique, mobilier	2 197	2 665	-	5 167
	Immo. Grevées de droits	-	-	-	-
	Total III	102 604	18 136	-	120 730
Total général		105 305	20 242	-	125 536

### 6.1.3 Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture

Amortissement et dépréciation	Début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Fin de l'exercice
		Amortissement	Dépréciation	Amortissement	Dépréciation	
Incorporelles	2 700	2 106	-	-	-	4 806
Corporelles	102 604	18 136	-	-	-	120 730
<b>TOTAL</b>	<b>105 305</b>	<b>20 242</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>125 536</b>

## 6.2 Actif circulant

### 6.2.1 Actif circulant / dépréciations

Rubriques	Situations et mouvements			
	(A) Dépréciations au début de l'exercice	(B) Augmentations : dotations de l'exercice	(C) Diminutions : reprises de l'exercice	(D) Dépréciations à la fin de l'exercice
Stocks	-	-	-	-
Usagers	-	4 000	-	4 000
Autres	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>-</b>	<b>4 000</b>	<b>-</b>	<b>4 000</b>

L'évènement qui a conduit à la dépréciation des usagers est une mission filets de pêche à 4 057€ pour l'association ENDER OCEAN. Cependant cette association a été dissoute et une seconde association a repris le marché s'engageant à payer La Recyclerie si elle recevait bien les subventions.

Description de l'actif déprécié	Valeur Actuelle Fin exercice	VNC début exercice	Évolution des dépréciations dans l'exercice		
			Dotation	Reprise	Poste résultat (1)
<i>ENDER OCEAN mission filets de pêche</i>	4 000		4 000		Exploitation

(1) Exploitation, financier, exceptionnel



## 6.2.2 Précisions sur d'autres créances significatives

## 6.2.3 Charges constatées d'avance et écarts de conversion d'actif

### 6.2.3.1 Charges constatées d'avance

Nature	Date période		Montants		
	Début	Fin	Exploitation	Financier	Exceptionnel
KOESIO 1T25	01/01/2025	31/03/2025	85		
KPMG Social acompte	01/01/2025	31/01/2025	4 093		
FRAIKIN Loyer 01/25	01/01/2025	31/01/2025	2 736		

## 6.3 Fonds associatifs

La présentation des fonds associatifs dans le bilan avant répartition est normée dans le règlement CRC 99-01.

Le résultat comptable ne pouvant être attribué aux adhérents, qui n'ont aucun droit individuel celui-ci, le résultat positif est appelé « excédent » et le résultat négatif « déficit. L'instance statutairement compétente se prononce sur l'affectation de l'excédent ou déficit. Chap I.1, règlement n°1999-01)

Aucune distinction n'est faite entre le résultat définitivement acquis ou celui sous contrôle des tiers financeurs, soit pouvant être repris par un tiers financeur.

Une seule ligne est consacrée au résultat global de l'exercice sous la rubrique des fonds propres.

Les subventions d'investissements affectées à un bien renouvelable par l'association ou la fondation sont maintenues au passif dans les fonds associatifs avec ou sans droit de reprise (§6 du règlement n°1999-01).

### 6.3.1 Passifs non comptabilisés

### 6.3.2 Fonds dédiés

Les fonds dédiés sont les rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard

Les sommes inscrites sous la rubrique « fonds dédiés » sont reprises en produits au compte de résultat au cours des exercices suivants, au rythme de réalisation des engagements, par le crédit du compte « report des ressources non utilisées des exercices antérieurs

## 6.4 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L' ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-		
	Prêts	-		
	Autres	-		
DE L' ACTIF CIRCULANT	Créances Clients et Comptes rattachés	48 091	48 091	
	Autres	87 595	87 595	
Charges constatées d'avance		6 913	6 913	
TOTAL		143 589	143 589	

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Autres emprunts obligataires		-			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	5 791	2 014	3 777	
	à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers		-			
Fournisseurs et comptes rattachés		18 635	18 635		
Dettes fiscales et sociales		72 515	72 515		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		-			
Autres dettes		-			
Produits constatés d'avance		-			
TOTAL		96 941	93 264	3 777	



Annexe aux comptes annuels

## 6.5 Tableau de variation des Fonds propres

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecarts de réévaluation					
Réserves « dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1) »	25 000	15 000			40 000
Report à nouveau « dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1) »	74 578	19 258			93 836
Excédent ou déficit de l'exercice « dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1) »	34 258	-34 258	6 714		6 714
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	38 966			11 542	27 424
Provisions réglementées					
<b>TOTAL</b>	<b>172 802</b>		<b>6 714</b>	<b>11 542</b>	<b>167 974</b>

(1) Précision prévue par l'article 153-1 du règlement ANC 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérée par des personnes morales de droit privé à but non lucratif applicable aux exercices ouverts à compter du 1/1/2020, exercices pour lesquels l'article 151-1 prévoit « le résultat, le report à nouveau et les réserves des activités sociales et médico-sociales sont présentés séparément au passif (...) sur une ligne spécifique »

Annexe page 15

## 6.6 Informations relatives au Compte de résultat

### 6.6.1 Résultat par activité ou établissement

Résultat comptable de l'exercice		Déficit	Excédent
<b>Gestion propre</b>			
1	ACI	4 510	
2	EI		11 223
<b>Résultat de l'exercice</b>			<b>6 713</b>

### 6.6.2 Cotisations sans contrepartie

Les cotisations sans contrepartie sont les cotisations sans autre contrepartie que la participation à l'assemblée générale, la réception de publication ou la remise de biens de faible valeur.

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif.

### 6.6.3 Cotisations avec contrepartie

Les cotisations avec contrepartie sont les cotisations ayant une autre contrepartie que la participation à l'assemblée générale, la réception de publication ou la remise de biens de faible valeur.

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif.

### 6.6.4 Concours publics

Un concours public est une contribution financière apportée par une autorité administrative en application d'un dispositif législatif ou réglementaire (par opposition à la subvention, attribuée de façon facultative et objet d'une décision particulière).

Les concours publics comprennent :

- Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ;
- Les reversements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

Ils sont comptabilisés en produit au compte « Concours publics » en fonction des modalités propres au dispositif concerné.

### 6.6.5 Subventions

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutoires. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire.

Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

**Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.**

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « *Reports en fonds dédiés* » en contrepartie du passif « *Fonds dédiés sur subvention d'exploitation* ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « *Provisions pour risques et charges* »

### 6.6.6 Tableau des subventions et concours publics

Nature du concours ou de la subvention	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres
Concours publics	47 333		478 228		
Subvention d'exploitation			69 107		
Subvention d'investissement					

### 6.6.7 Dons manuels (dont abandon de frais par les bénévoles)

Le poste « dons manuels » comprend notamment :

Les produits reçus des ventes de dons en nature : 3 277 € contre 1 542 € l'exercice précédent. La vente de dons de marchandises en nature est la réalisation monétaire d'un don manuel en nature

Les dons manuels monétaires dont le fait générateur est l'encaissement, enregistrés au fur et à mesure de leur collecte.

### 6.6.8 Contributions financières

Une contribution financière reçue d'autres organismes est considérée comme un produit non lié à la générosité du public sauf si, par exemple, une convention prévoit qu'une entité tierce reverse une quote-part de générosité du public de cette entité, auquel cas cette quote-part sera considérée comme des produits de la générosité du public.

Une contribution financière est un soutien facultatif octroyé par une autre entité. Ces contributions ne constituent pas la rémunération de prestations ou de fourniture de biens.

Les contributions financières ainsi définies sont comptabilisées à la signature de la convention d'octroi dans un compte de produits :

D'exploitation si elles correspondent à une ressource relevant de l'activité courante de l'entité

Exceptionnels si elles ne relèvent pas de l'activité courante de l'entité.

### 1.1.1 Résultat exceptionnel

A noter que le résultat exceptionnel de +6 999€ sur 2024 a été marqué par des régularisations sur exercices antérieurs :

- Une charge exceptionnelle de 13 k€ relative à l'annulation d'une facture de vente saisie en doublon en 2023 ;
- Un produit exceptionnel de 12 k€ lié à une modification du calcul de la reprise de quote-part de subvention d'investissement.

## 6.7 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie :

	Personnel salarié
Cadres	1
Agents de maîtrise et Techniciens	
Employés	31
Ouvriers	
Total	32

La recyclerie

2024

	ACI		EI		ENSEMBLE		ENSEMBLE N-1	
	vaieur	%	vaieur	%	vaieur	%	vaieur	%
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES TOTAL</b>	222 874 €	100,00%	220 636 €	100,00%	443 511 €	100,00%	340 878 €	100,00%
<b>VENTES DE MARCHANDISES</b>	214 792 €	96,37%	54 996 €	24,93%	269 788 €	60,83%	170 113 €	49,90%
ACHATS DE MARCHANDISES	- €	0,00%	- €	0,00%	- €	0,00%	- €	0,00%
<b>MARGE SUR VENTES DE MARCHANDISES</b>	214 792 €	96,37%	54 996 €	24,93%	269 788 €	60,83%	170 113 €	49,90%
<b>PRESTATIONS</b>	8 082 €	3,63%	165 640 €	75,07%	173 723 €	39,17%	170 764 €	50,10%
<b>DIVERS (DONS...)</b>	24 695 €	11,08%	2 797 €	1,27%	27 492 €	6,20%	15 213 €	4,46%
<b>MARGE TOTALE</b>	247 569 €	111,08%	223 433 €	101,27%	471 003 €	106,20%	356 091 €	104,46%
<b>CHARGES PAR NATURE</b>								
AUTRES ACHATS & CH. EXTERNES	115 075 €	51,63%	55 962 €	25,36%	171 037 €	38,56%	175 998 €	51,63%
IMPOTS ET TAXES	16 558 €	7,43%	7 666 €	3,47%	24 224 €	5,46%	4 498 €	1,32%
FRAIS DE PERSONNEL	618 492 €	277,51%	230 259 €	104,36%	848 751 €	191,37%	634 108 €	186,02%
SUBVENTION RECUES	508 958 €	-228,36%	85 710 €	-38,85%	594 668 €	-134,08%	512 387 €	-150,31%
AUTRES CHARGES	47 €	0,02%		0,00%	47 €	0,01%	- €	0,00%
<b>CHARGES CALCULEES</b>								
DOT / REPR. AMORTISSEMENTS	13 319 €	5,98%	6 913 €	3,13%	20 232 €	4,56%	24 282 €	7,12%
DOT / REPR. PROVISIONS	4 000 €	1,79%		0,00%	4 000 €	0,90%		0,00%
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	258 531 €	116,00%	215 091 €	97,49%	473 622 €	106,79%	326 498 €	95,78%
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	10 962 €	-4,92%	8 343 €	3,78%	2 619 €	-0,59%	29 592 €	8,68%
<b>FRAIS FINANCIERS</b>	128 €	-0,06%	- €	0,00%	128 €	-0,03%	177 €	0,05%
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>	363 €	0,16%	- €	0,00%	363 €	0,08%	931 €	0,27%
<b>RESULTAT COURANT</b>	10 727 €	-4,81%	8 343 €	3,78%	2 384 €	-0,54%	30 346 €	8,90%
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	6 217 €	2,79%	2 880 €	1,31%	9 097 €	2,05%	3 911 €	1,15%
<b>IMPOT S/ BENEFICES</b>		0,00%		0,00%		0,00%		0,00%
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	4 510 €	-2,02%	11 223 €	5,09%	6 713 €	1,51%	34 257 €	10,05%